

INDICATIONS COMPLÉMENTAIRES

Afin de montrer que la diversité des formes et des analyses du chômage explique la pluralité des politiques, on analysera les politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale pour lutter contre le chômage keynésien, les politiques d'allègement du coût du travail pour lutter contre le chômage classique, les politiques de formation et de flexibilisation pour réduire la composante structurelle du chômage. On soulignera que les politiques de l'emploi sont aussi fondées sur la prise en compte du rôle du travail et de l'emploi dans l'intégration sociale. On se demandera en quoi ce lien entre travail et intégration sociale est fragilisé par certaines évolutions de l'emploi.

Acquis de première : chômage, productivité, demande globale, politique monétaire, politique budgétaire, rationnement.

NOTIONS : Flexibilité du marché du travail, taux de chômage, taux d'emploi, qualification, demande anticipée, salariat, précarité, pauvreté.

QUELLES POLITIQUES POUR L'EMPLOI?

1. LES POLITIQUES POUR L'EMPLOI POUR LUTTER CONTRE LA FRAGILISATION DU LIEN SOCIAL
 - A. CHÔMAGE, PAUVRETÉ ET FRAGILISATION DU LIEN SOCIAL.
 - B. PRÉCARISATION DE L'EMPLOI ET FRAGILISATION DU LIEN SOCIAL.
2. LES POLITIQUES POUR L'EMPLOI PRÉCONISÉE PAR LES KEYNÉSIENS: POLITIQUE DE SOUTIEN À LA DEMANDE
 - A. LES CAUSES DU CHÔMAGE «KEYNESIEN»
 - B. COMMENT SOUTENIR LA DEMANDE GLOBALE
3. LES POLITIQUES POUR L'EMPLOI PRÉCONISÉE PAR LES NÉO-CLASSIQUES (LIBÉRAUX)
 - A. QUELLES SONT LES CAUSES DU CHÔMAGE?
 - B. ALLÉGER LE COÛT DU TRAVAIL
 - C. FLEXIBILISER LE TRAVAIL
4. LES AUTRES SOLUTIONS AU CHÔMAGE

Dans la plupart des pays développés, la tendance lourde de ces dernières décennies est à l'augmentation du chômage de masse qui provoque de graves problèmes économiques et sociaux. Les différents gouvernements cherchent donc à réduire de chômage par une politique de l'emploi.

Il s'agit d'un ensemble cohérent de dispositifs visant à soutenir la création d'emplois ou à maintenir les emplois existants. Cette politique reflète une stratégie volontariste des pouvoirs publics et s'appuie sur une analyse du chômage et de ces causes.

Malheureusement l'origine du chômage et les solutions à y apporter donnent lieu à des analyses diamétralement opposées de la part des économistes. Certains soulignent l'importance de l'offre (les classiques) d'autre celle de la demande (les keynésiens).

Après avoir constaté les ravages du chômage et de la précarité, nous mettrons en lumière les différentes analyses du chômage et les solutions proposées.



[VIDEO DU COURS](#)



[VIDEO DU COURS](#)
SOLUTIONS
KEYNÉSIENNES



[VIDEO DU COURS](#)
DIFFICULTÉ DES
SOLUTIONS

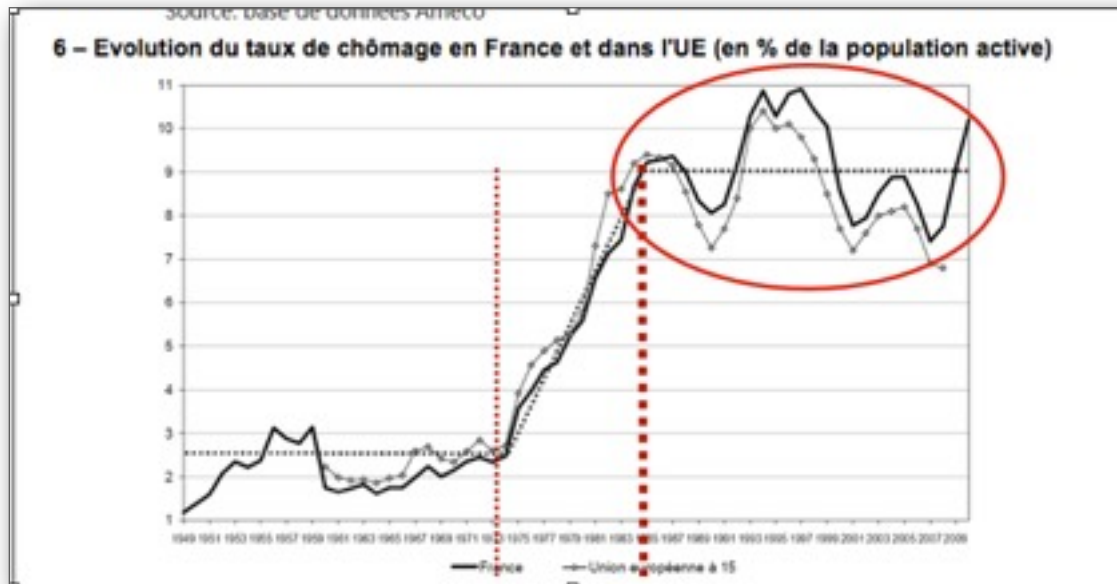
1. DES POLITIQUES POUR L'EMPLOI POUR LUTTER CONTRE LA FRAGILISATION DU LIEN SOCIAL

A. CHÔMAGE, PAUVRETÉ ET FRAGILISATION DU LIEN SOCIAL.

Le taux de chômage des actifs de 15-24 ans atteint désormais 24,2% en métropole, du jamais vu !

En France, le nombre de chômeurs en fin de droits a explosé

LE MONDE | 26.09.2012 à 12h37 • Mis à jour le 27.09.2012 à 18h37



3. Travail et pauvreté

Personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale selon le statut d'emploi le plus fréquent, en 2010, en %

	Ensemble	Hommes	Femmes	18-24 ans
Population 18 ans et plus	18	16,7	19,1	29,8
Actifs occupés	9,2	9,3	9,1	14,8
Personnes inoccupées dont :	27,5	26,4	28,3	37
Chômeurs	56,6	58,6	54,2	51,1
Retraités	12,9	12,7	13,1	-
Autres inactifs	43,6	44,3	43,2	34,4

Note : le taux de risque de pauvreté est le degré maximal de risque auquel une personne a été exposée au cours de l'année.

Source : Eurostat.

En 2010, **29,8 %** les jeunes de 18 - 24 ans risquent la pauvreté ou l'exclusion.

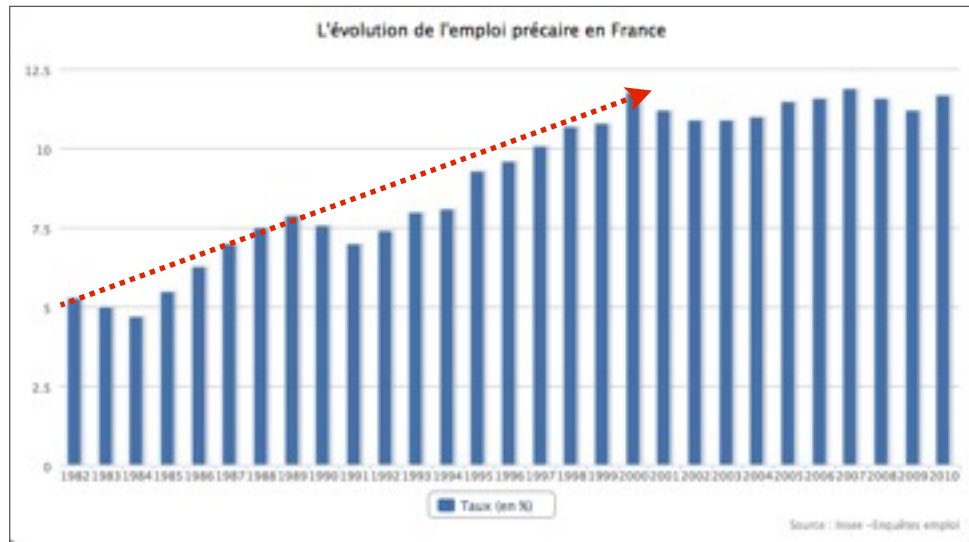
C'est le cas de **51,1 %** des chômeurs.

Si le chômage a commencé à augmenter depuis la crise de 1973, il a atteint des sommets à partir du milieu des années 80. Ce chômage de masse est une tendance lourde, non seulement en France, mais aussi dans l'ensemble de l'UE. Les conséquences sociales sont désastreuses, d'autant plus que les jeunes ont de grandes difficultés à entrer sur le marché du travail et que le chômage de longue durée augmente, lui aussi.

Non seulement la pauvreté augmente, mais la perte durable d'emploi fragilise l'intégration sociale par la pauvreté qu'elle engendre et la perte d'identité sociale. Elle peut conduire aussi à un affaiblissement de la sociabilité: par un processus de «disqualification (Serge Paugam) et / ou de désaffiliation (Robert Castel) qui lorsqu'il touche une telle proportion du corps social remet en cause les fondements même du «vivre-ensemble». (voir le chapitre sur le lien social)

B. PRÉCARISATION DE L'EMPLOI ET FRAGILISATION DU LIEN SOCIAL.

La France compte 25,8 millions d'emplois, 12,3 % des emplois sont précaires



Le taux de précarité (CDD, intérim et emploi précaire rapporté à l'ensemble des emplois) a essentiellement augmenté entre 1982 et 1990 avec un taux qui est passé de 5,3 à 7,6 %, puis de 1993 à 2000 (de 8 à 11,8 %). Après avoir baissé d'un point jusqu'en 2002 pour atteindre 10,8 %, il est, en 2011, à son taux le plus élevé, soit 12,3 %. Il faut noter qu'en période de crise conjoncturelle, l'emploi précaire diminue dans un premier temps : les intérimaires et les contrats à durée déterminée ne sont pas renouvelés et se retrouvent au chômage... Ce n'est que quand l'emploi se fait rare de façon structurelle que la précarité se développe.



Même si 76,4% des emplois, en France, sont en CDI, les nouvelles embauches se font essentiellement en CDD, 83% !!! surtout dans les grandes entreprises (contrairement à ce qu'on aurait pu penser..)

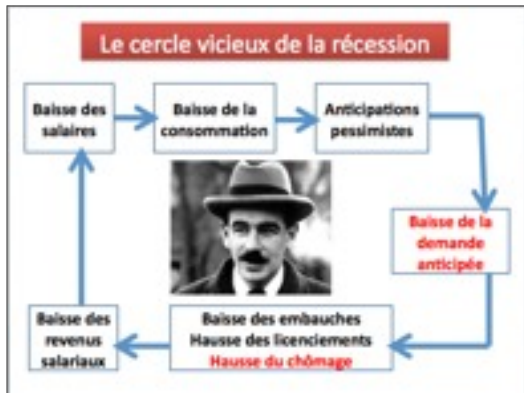
Les grandes entreprises, y compris liées à l'Etat peuvent en abuser: La «poste» vient d'être condamnée pour avoir gardé un employé 23 ans en CDD, soit 250 CDD à la suite !!!! Alors qu'il est précisé dans la loi qu'un CDD «ne peut pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale de l'entreprise.»

La fragilité de l'emploi due à ce type de contrat s'accompagne de revenus aléatoires (travail/chômage). Il est alors très difficile d'être accepté comme locataire, et impossible d'obtenir des crédits pour la consommation et l'immobilier...l'ensemble de la vie sociale est alors fragilisée.

Face à cette fragilisation sociale et économique, face à l'atteinte à la cohésion sociale, l'Etat cherche des solutions car le travail joue un rôle central dans l'intégration sociale. L'emploi est donc une priorité politique... Pour élaborer les politiques de l'emploi, les décideurs politiques font appel aux conseils des économistes. Mais, les choix et la conduite des politiques pour l'emploi sont compliqués par les explications et les solutions contradictoires des économistes classiques et keynésiens....

2. LES POLITIQUES POUR L'EMPLOI PRÉCONISÉE PAR LES KEYNÉSIENS: POLITIQUE DE SOUTIEN À LA DEMANDE

A. LES CAUSES DE CHÔMAGE «KEYNESIEN»



Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, le chômage pour les keynésiens est dû à la faiblesse de la demande effective anticipée. En effet, quelque soit le coût du travail, si l'entreprise anticipe une baisse des commandes, elle baissera sa production et licenciera. Le chômage est donc involontaire, puisque «subi».

Quand ce cercle vicieux apparaît, nous sommes en présence pour les keynésiens d'un **équilibre de sous emploi** qui ne peut aller qu'en s'aggravant si on laisse le marché agir seul. Face à ses anticipations pessimistes, l'Etat doit intervenir.

B. COMMENT SOUTENIR LA DEMANDE EFFECTIVE

➔ Par la politique budgétaire: en pratiquant une politique de relance qui agit sur 2 leviers: la consommation des ménages et l'investissement : en augmentant les allocations, donc les dépenses sociales, en augmentant le SMIC, en baissant les impôts sur les pauvres car l'on sait que leur propension marginale à consommer est forte (tout le surplus de revenu qui leur sera donné sera consommé) faisant augmenter la production et donc baisser le chômage.

En faisant des Investissements publics, ce qui provoquera des vagues de revenus supplémentaires par embauche de nouveaux salariés pour les travaux, par augmentation des profits pour les entreprises de BTP => augmentation de la consommation qui engendre de nouvelles embauches et de nouveaux investissements...

Lors du début de la crise en 2008, la plupart des Etats occidentaux ont pratiqué des politiques de relance. Mais ces politiques + le sauvetage des banques ont augmenté l'endettement public. Face au déficit largement supérieur au 3%, les Etats ont dû faire des politiques de «rigueur» qui consistent, AU CONTRAIRE, à faire baisser les dépenses publiques et augmenter les impôts....Le chômage a explosé!

➔ Par la politique monétaire: Cette dernière dépend de la Banque Centrale Européenne. Elle a accepté de faire baisser les taux d'intérêt...espérant faciliter l'investissement et la consommation à crédit...Or, l'investissement est atone et la consommation en baisse actuellement en France....Cette politique expansionniste est encore plus forte aux USA et au Japon. Elle semble mieux réussir dans ces 2 pays.

ACTUALITÉS



VIDEO

Le coût du travail est trop élevé



VIDEO

Baisse des cotisations sociales

3. LES POLITIQUES POUR L'EMPLOI PRÉCONISÉE PAR LES NÉO-CLASSIQUES (LIBÉRAUX)

A. LES CAUSES DE CHÔMAGE «CLASSIQUE»:

le coût salarial Pour les néo-classiques (ou libéraux) le travail est un coût, c'est un élément important des coûts de production. Si ce coût est trop élevé, ou ne baisse pas en période de chômage, les salariés les moins productifs, ou ceux qui sont remplaçables par des machines (capital) se retrouvent au chômage.

Les rigidités du marché du travail: la législation du travail et les syndicats qui entravent les licenciements. Le SMIC et les allocations chômage qui empêchent les salaires de baisser. C'est un chômage structurel.

Le chômage qui apparait, alors, est caractérisé comme un «chômage classique»

B. SOLUTION N°1: ALLÉGER LE COÛT DU TRAVAIL ?

- *Le coût salarial comprend 2 éléments différents:*

- le salaire. Les néoclassiques considèrent que les salaires sont trop rigides à la baisse à cause des syndicats, de l'existence du SMIC en dessous duquel il est interdit de payer les salariés, et d'allocations chômage trop généreuses.

- Les cotisations sociales patronales ou «charges sociales» sont trop lourdes. Elles sont le reflet de 2 réalités:

- ▶ D'une part elles sont la conséquence d'un Etat Providence trop généreux pour ces théoriciens qui réclament par ex la baisse de allocations chômage qui poussent le chômeur à refuser un salaire qui serait à peine supérieur aux allocations. C'est ce qu'ils appellent la «trappe à inactivité»
- ▶ D'autre part ils demandent que certaines des cotisations soient fiscalisées (c-a-d payées par les impôts). Ce qui seraient possible pour allocations familiales par ex.

- *Constat: le coût salarial français est supérieur à la moyenne de la zone euro. (voir graphique)*

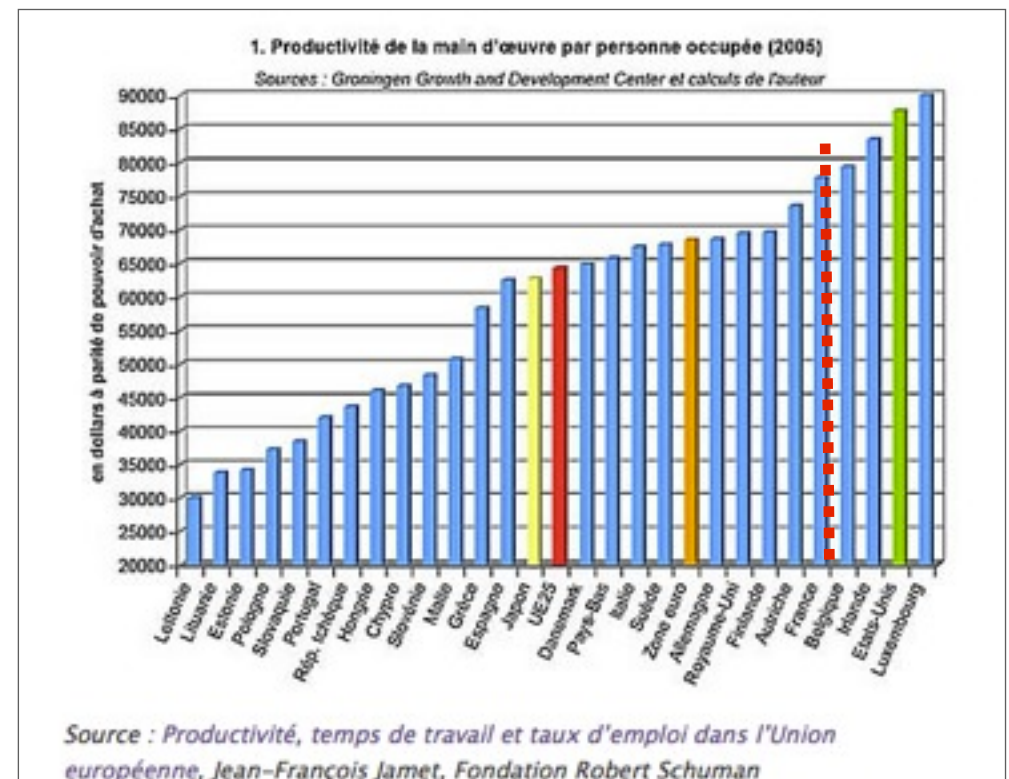
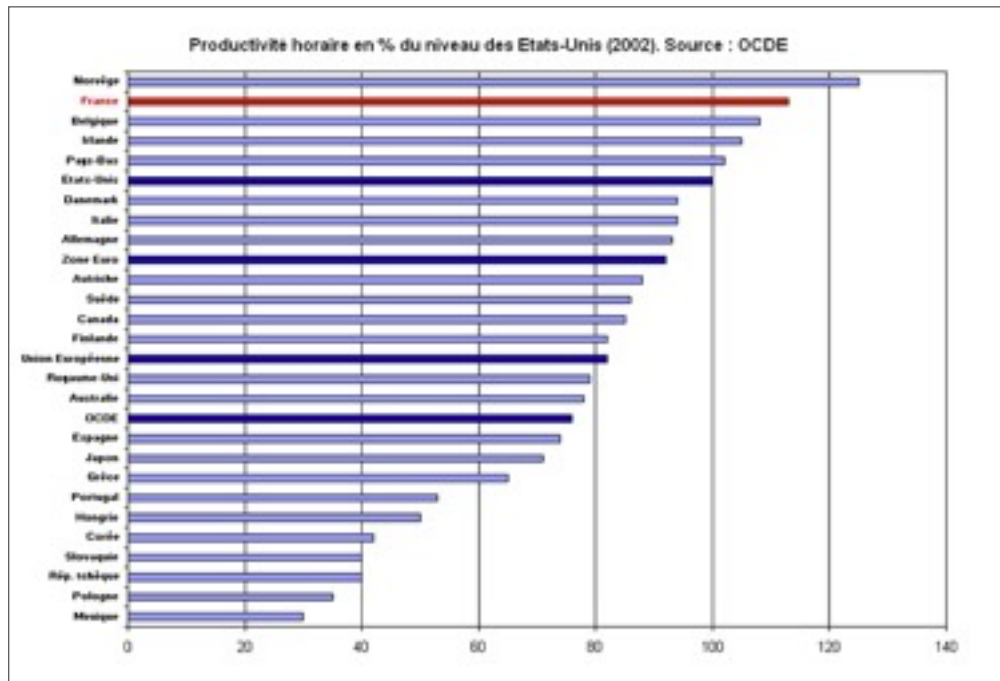
- Si l'on compare, la France et l'Allemagne: dans l'industrie les coûts sont à peu près identiques en 2012/13, par contre ils sont + élevés dans le tertiaire en France.
- Mais ce qui frappe, c'est la différence dans l'évolution. En 2000, Les coûts allemands étaient nettement supérieurs aux coûts français, mais ensuite leur progression a été beaucoup moins rapide qu'en France. Donc ce qui peut gêner les entreprises, c'est le coût mais aussi sa croissance assez rapide.
- Il faut quand même souligner que si le coût est beaucoup plus faible en Espagne et en Italie, la productivité l'est aussi. La France a de bons résultats en productivité horaire, mais aussi en productivité globale (voir ci dessous) donc il parait logique que le coût salarial soit supérieur en France puisque le salarié rapporte plus...

Niveau de coût de la main d'œuvre, en euros

	Industrie et Services marchands				Industrie manufacturière			
	2000	2004	2008	2012-3	2000	2004	2008	2012-3
Zone Euro**	20.78	24.44	26.13	28.69	21.93	25.60	27.69	30.63
Allemagne	26.34	27.76	29.34	32.30	28.48	30.80	33.37	36.87
Belgique	26.68	30.33	35.70	40.59	28.48	32.32	36.70	42.02
Espagne	14.22	16.25	18.94	20.87	15.12	17.42	20.28	22.53
France	24.42	28.67	32.19	35.28	24.01	29.26	33.16	36.58
Italie	18.99	22.81	24.86	27.64	18.28	22.23	24.02	27.19
Pays-Bas	22.99	27.23	29.23	31.22	24.11	28.08	30.26	32.50
Hors zone euro :								
Royaume-Uni	23.85	21.62	21.22	22.78	23.50	22.13	21.48	23.52

Source : Eurostat, (*) à l'exclusion des apprentis
données disponibles au 17/12/2012

(**) Zone euro à 11 en 2000, à 13 en 2004 et à 17 depuis 2008



Source : Productivité, temps de travail et taux d'emploi dans l'Union européenne, Jean-François Jamet, Fondation Robert Schuman

- Quelles actions des pouvoirs publics et quels résultats?

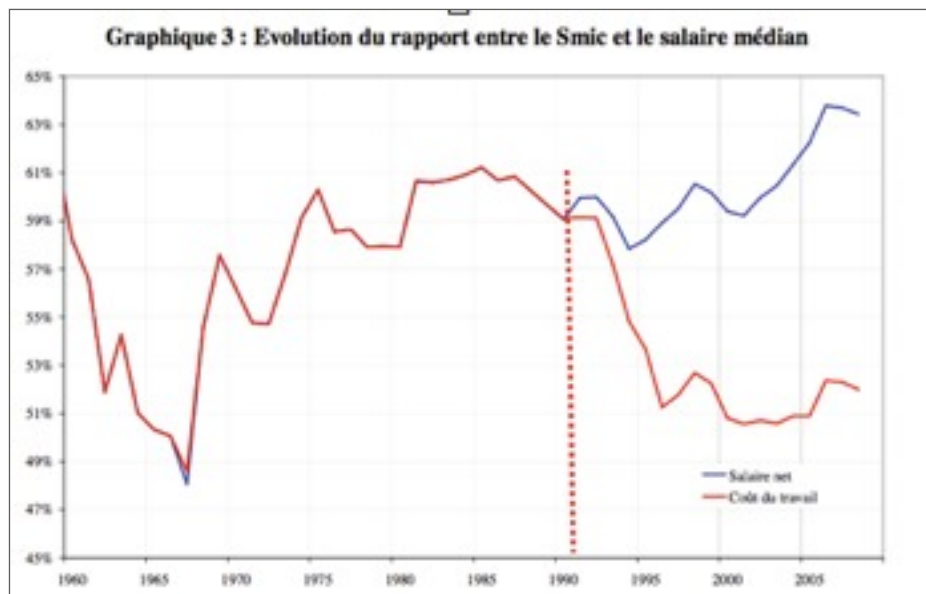
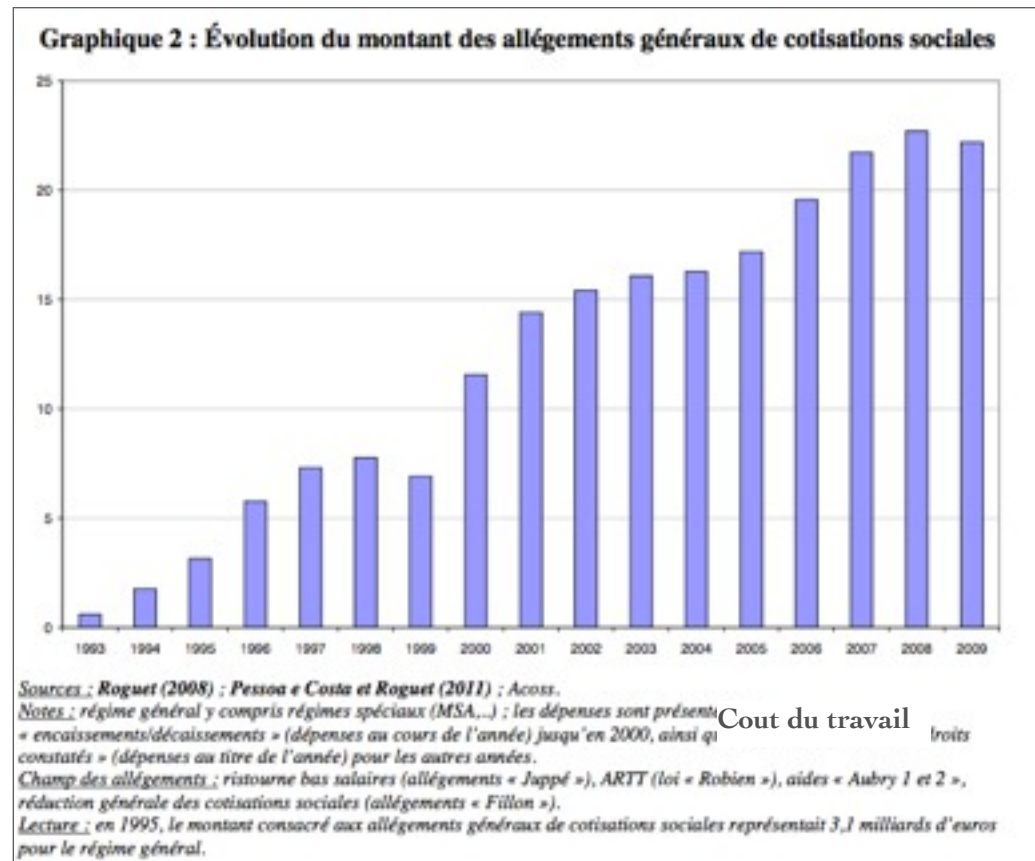
Depuis un quart de siècle, la baisse des cotisations sociales pour les salariés les plus fragiles est effective. Elles ont même été supprimées pour les + bas salaires.

Les exonérations ont débuté en 1993, elles concernent les salaires allant du SMIC à 1,6 SMIC.

En 1995, le montant consacré aux allègements de cotisations représentait 3,1 milliards d'euros. En 2009, le montant dépassait les 22 milliards d'euros. (ci-contre)

En 2013, le gouvernement a de nouveau baissé les «charges» pour 20 milliards d'euros...

Le coût du travail des salariés au SMIC a baissé de manière significative. En 1993 le coût du travail d'un salarié au SMIC représentait 61% du coût médian, en 2008, il ne vaut plus que 52% de ce coût. (voir ci-dessous)



Cette baisse est donc ancienne (1993) et importante.

Elle aurait dû réduire le chômage... Or celui-ci empire !

Les néo-classiques soutiennent que c'est parce que la baisse n'a pas été assez importante....D'autres économistes pensent que là n'est pas le coeur du problème....

C. SOLUTION N° 2 : FLEXIBILISER LE TRAVAIL

Pour les néo-classiques ou libéraux, le chômage est le résultat des rigidités qui empêchent le marché du travail de se ré-équilibrer automatiquement.

- Les différentes formes de flexibilité dans l'entreprise

La flexibilité consiste, pour les entreprises, à faire varier le travail en fonction de la production souhaitée pour n'utiliser et donc ne payer que le minimum de travail nécessaire. Il existe plusieurs formes de flexibilité:

➔ Flexibilité quantitative externe = variation du volume de la main d'oeuvre. Elle s'obtient en:

- 1 Facilitant les licenciements (suppression des réglementations sur le licenciement) pour éviter les surplus de main d'oeuvre quand les anticipations sont pessimistes.
- 2 Utilisant des CDD et de l'Interim (suppression des réglementations sur les CCD) quand le volume de production augmente.
- 3 Externalisant certaines tâches (nettoyage, publicité, comptabilité....) vers des prestataires de services (qui peuvent être étrangers: **offshoring**) pour ne garder que le coeur du métier de l'entreprise

➔ Flexibilité quantitative Interne = variation du volume horaire s'obtient en :

1. Annualisant les Heures supplémentaires avec possibilité de remplacer leur paiement par des congés quand la production faiblit
2. Utilisant des salariés à temps partiel

➔ Flexibilité salariale en faisant accepter des baisses de salaires ponctuelles (ce qui vient d'être accepté chez le constructeur Renault) ou en remplaçant une partie du salaire par des primes variables(ce qui est très utilisé au Japon).

➔ Flexibilité qualitative Interne: consiste à faire effectuer au salarié plusieurs tâches différentes (vendeur, caissier, magasinier...) en fonction des besoins. C'est la **polyvalence**. Elle peut s'accompagner d'un effort de **formation** ce qui est un avantage aussi pour le salarié.



[VIDEO: FLEXICURITÉ
LE MODÈLE DANOIS](#)



[VIDEO: FLEXICURITÉ EN FRANCE](#)

2008

CHÔMAGE CLASSIQUE, CHÔMAGE KEYNÉSIEEN

Le chômage «keynésien» existe quand les débouchés (la demande) sont insuffisants. Pour le résorber, il convient de soutenir la demande effective (consommation et investissement).

Le chômage est dit «classique» lorsque, les entreprises, malgré une demande potentiellement soutenue, n'embauchent pas car elles jugent le coût du travail trop élevé ou les rigidités sur le marché du travail trop importantes et donc les perspectives de profit insuffisantes.

Pour réduire le chômage classique, il convient donc

1. d'assouplir le droit du travail en rendant moins contraignant et couteux le licenciement pour les entreprises afin qu'elles aient moins « peur » d'embaucher.
2. De faciliter les CDD, Interim, Temps partiel...) permettant mieux à l'entreprise d'adapter son volant de main-d'œuvre aux fluctuations de son activité.

L'actuel gouvernement a lancé l'«accord compétitivité-emploi» dont l'objectif est un « choc de compétitivité » provoqué par la baisse importante des charges sociales (20 milliards). Le problème est que ces «charges sociales» sont les recettes de la protection sociale. Si les recettes baissent, doit-on diminuer les prestations sociales? Ou doit-on trouver des recettes ailleurs (impôts, TVA)? Ce problème n'est pas résolu.

«L'accord sur la sécurité de l'emploi» tente d'adapter le marché du travail français à la «flexicurité» typique du Danemark. (voir la vidéo ci-contre).

4. LES AUTRES SOLUTIONS AU CHÔMAGE

- Politique passive :

➔ Indemnisation: pour assurer au chômeur un revenu de substitution. C'est une nécessité non seulement sociale mais aussi économique. En effet si tous les chômeurs ne pouvaient plus consommer, la production s'effondrerait en provoquant un raz de marée de chômage comme en 1929. L'économie s'écroulerait. Le niveau et la durée de cette indemnisation font débat («trappes à inactivité» et déficit public)

➔ Partage de l'emploi: les 35 heures

- Politiques actives:

- Le contrat de génération vient d'être lancé. Les plus touché par le chômage étant les jeunes et les seniors, l'idée est d'aider financièrement les entreprises qui conserveront un senior servant de tuteur à u jeunes....

- Emplois d'avenir : pour les jeunes n'ayant pas de diplômes.

- Formation: scolaire (apprentissage ou alternance) et formation professionnelle.

Conclusion: Pour élaborer ces politiques de l'emploi, les décideurs politiques doivent choisir entre les explications et les solutions contradictoires des économistes classiques et keynésiens. Il doivent donc d'abord déterminer si le chômage à combattre est de type classique ou keynésien! Est-ce que le coût du travail est trop élevé pour que les entreprises décident d'embaucher ou bien est-ce que les revenus étant faibles, la demande est insuffisante pour pousser les entreprises à embaucher.

Distinguer l'un de l'autre peut paraître facile...Or ce n'est pas le cas. Il y a souvent coexistence de chômage classique et de chômage keynésien. Ainsi, les récessions engendrent du chômage keynésien, mais éventuellement du chômage classique pour certaines branches soumises à la concurrence émanant de pays pratiquant des coûts salariaux plus faibles. De plus, l'interdépendance entre les marchés fait que le chômage classique dans une branche ou sur un segment du marché du travail peut être facteur de chômage keynésien puisqu'il provoque une diminution du revenu global des actifs et de la demande anticipée.

Il n'y a pas de panacée contre le chômage, la diversité des dispositifs est due à la complexité du phénomène. De plus, l'état des finances publiques et les politiques d'austérité rendent très problématique une amélioration...

En effet, malgré tous les dispositifs, le chômage continue à augmenter chaque mois. Il est devenue tellement courant que les sociétés semblent se résigner au chômage de masse. Or ce dernier mine la cohésion sociale en paupérisant ou précarisant une partie de la population et en bloquant l'accès au marché du travail à de nombreux jeunes.